

# **LA CONSPIRATION DES MÉDIOCRES**

ILS ONT PRIS LE POUVOIR PARTOUT EN FRANCE



À mes petites-filles, grâce et harmonie du Ciel,  
Lou-Salomé et Bérénice



*Je suis indulgent pour les sots ou pour ce qu'on appelle la lie du peuple, je suis sévère pour les gens qui pensent et qui doivent penser : voilà mon dernier mot.*

Gabriel Bonnot de Mably

*Des droits et des devoirs du citoyen*





## AVANT-PROPOS

Que la France soit belle et *nationale*<sup>1</sup>, cela est l'objet des *Lettres à Marie-Adeline*<sup>2</sup>. Qu'elle soit, à présent, tombée aux mains des médiocres, tel est le thème central de cet ouvrage qui n'est tissé d'aucune complaisance ni maillé d'indulgences. Il a été rédigé pour déplaire et est d'avance condamné. Aussi, aux premières pages, les médiocres le refermeront ils avec un vif haussement d'épaules ou par un rite d'agacement. Et ils n'auront pas tort. Car, pour la première fois, ils sont nommément désignés et le cœur de leur projet mis à nu : faire une République sans âme, c'est-à-dire émondée de toute nation, écrêtée de tout peuple, découronnée de toute « sphère éthique » et décapité de tout État. Leur méthode favorite : le « coup d'État » continu et prolongé. Et, par cette *technè* (savoir-faire), ils entendent refaire de la France une nation incomplète, précisément en déconstruisant la « nation complète » théorisée par l'abbé Sieyès, mise en mouvement par la Révolution de 1789, et dont ils savent, de façon méthodique, la double racine historique : d'une part, le Tiers-État (auto-affirmation du corps législatif) qui se transforma en État complet, et, d'autre part, *Les Lumières* qu'ils s'efforcent d'étouffer à tout prix, mais en dissimulant leur renoncement à la Pensée.

Et alors que la vieille identité française, pour l'essentiel agricole et chrétienne, s'est flétrie avec la fin des Trente Glorieuses et que le vieux capitalisme familial français est devenu financier avec les nationalisations de 1981, les médiocres n'ont trouvé d'autre réponse que celle de faire des Français de nouveaux « citoyens incomplets »<sup>3</sup> au sens d'Aristote..

Le dessein politique et finalement sociétal des médiocres se laisse comprendre, dès lors qu'est rappelé la nature de la Révolution de 1789 qui est, en son fond, un coup d'État populaire, longtemps préparé par *Les Lumières* (réaffirmation de l'autonomie socratique) ou la Pensée, dont l'une des plus belles concrétisations sera *la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen*. En effet, la conspiration des médiocres consiste, pour l'essentiel, en la pratique de contre coups d'État pour étouffer 1789 et éteindre *Les Lumières*.

Certes, Aristote n'eut pas tort de voir dans le gouvernement issu des classes moyennes<sup>4</sup> la cause de la force et de la stabilité des institutions : « Il est donc clair aussi que la meilleure communauté politique est celle qui est constituée par des gens moyens, et que les cités qui peuvent bien être gouvernées sont celles dans lesquelles la classe moyenne est nombreuse et au mieux plus forte que les deux autres [classe pauvre et classe riche], ou au moins que l'une des deux, car son concours fait pencher la balance et empêche les excès contraires. C'est pourquoi c'est une très grande chance que les dirigeants aient une fortune moyenne et suffisante »<sup>5</sup>.

Mais, en France, les médiocres, qui appartiennent tous à la partie la moins cultivée de la classe moyenne, non seulement ne savent pas ce qu'est et en quoi consiste « la moyenne »<sup>6</sup> mais ils ont également trahi leur fonction historique.

---

<sup>1</sup> Le « national » est une idée formulée par Hölderlin, et qui n'a pas eu de fortune. Nous l'avons repris.

<sup>2</sup> P. F. Tavares, *Lettres à Marie-Adeline sur le national*, non publié.

<sup>3</sup> Aristote, *Les Politiques*, traduction et présentation par Pierre Pellegrin, GF Flammarion, Paris, 1993, p. 222. La notion de « citoyen plein » est évoquée à la page 207.

<sup>4</sup> Aristote, *Excellence de la moyenne et du gouvernement des classes moyennes*, in *Les Politiques*, p. p. 311 - 321 et 409.

<sup>5</sup> Aristote, *Ibid.*

<sup>6</sup> Aristote : « la cité veut être composée avant tout de gens égaux et semblables, ce qui est avant tout le propre des gens moyens [...] De plus, dans les cités, ce sont de tels citoyens qui sont le plus en sûreté : ils ne convoitent pas le bien d'autrui comme les pauvres, ni les autres le leur comme les pauvres convoitent celui des riches ; et comme ils ne ressentent ni ne



Pour la première fois aussi, il est directement fait appel à la volonté des intellectuels français, afin qu'ils ravivent collectivement la flamme de l'antique tradition critique initiée par Descartes, puis animée par Montesquieu, Voltaire, Rousseau, d'Holbach, Mably, Helvétius, Diderot, Raynal, Grégoire, Lavoisier, parmi d'autres noms célèbres ; coutume critique qui n'était pas seulement une marque de fabrique française, mais qui est aussi et surtout le premier véritable antidote au pouvoir des médiocres. Dans l'ouvrage collectif *Qu'est-ce qu'être Français*<sup>7</sup>, Max Gallo dénonçait la *veulerie* de l'intelligentsia.

Ils ont bâillonné la nation. Quant à la République, ils l'ont usée jusqu'à la corde. Elle s'en trouve fort affaiblie et en ressort grandement éculée, semblable à une *dépouille*. Car ils ont dévissé la devise de la République que fixe le Titre I, article 2 de la Constitution. En effet, ils ont remplacé la Fraternité par les communautés ; converti l'Égalité entre inégaux en injustice populaire (sociale et économique) et, à la belle Liberté, substitué le libertinage et la maximisation du profit. Que de coups d'État !

Leur plus important coup d'État, au sens que Gabriel Naudé donne à cette notion, est d'avoir déstabilisé la famille qui, jusque-là, était la « garante de [la stabilité] de la société » et « la pépinière de l'État »<sup>8</sup> comme l'affirmèrent Locré et Portalis. Et, depuis ce point d'appui, ils déconstruisent la société civile et l'État lui-même.

Ainsi, pour lors, les médiocres dominant partout, à tel point que la médiocrité elle-même fait époque, *Épokê* ! Qu'est-ce cela que faire époque ? La définition que donne Bossuet est bien plus claire que celle de Heidegger. Il écrit et la présente ainsi : *dans l'ordre des siècles il faut avoir certains temps marqués par quelque grand événement auquel on rapporte tout le reste.*

*C'est ce qui s'appelle époque, d'un mot grec qui signifie s'arrêter, parce qu'on s'arrête-là, pour considérer comme d'un lieu de repos tout ce qui est arrivé devant ou après*<sup>9</sup>.

Il n'en va pas autrement, « depuis certains temps », en France. En effet, force est de constater que la médiocrité est « le lieu de repos » auquel tout se ramène, puisqu'elle « arrête » l'histoire ou ordonne ses événements. Et que nul ne voit, dans cette considération, une anamorphose (déformation du réel) ou une hypotypose (image frappante). Car qui sait observer la France verra qu'elle n'est pas entrée en décadence. Elle ne décline pas non plus. Elle est seulement sous le joug des médiocres qui, à dessein, distillent dans le corps social les sentiments de déclin et de décadence, en vue de parvenir à leur but ultime : démolir la « sphère éthique ».

Pour lors, cette *Épokê* n'est pas encore entrée en contradiction avec elle-même. Nous ne devons donc point nous étonner qu'elle ne promeuve que des médiocres. Si elle faisait le contraire, si elle encourageait les « meilleurs », alors elle ne ferait plus époque.

Au reste, le combat destinal entre les « meilleurs » et les médiocres ne fait que s'amorcer. Une fois de plus. Cependant, cette fois, à découvert. C'est contre une *Épokê* que nous nous élevons.

Dès lors, le lecteur comprendra qu'aucune maison d'édition de la place n'accepte le manuscrit en vue d'une éventuelle publication. D'autant que, et il faut le dire, l'auteur paraît

---

provoquent d'inquiétude, ils mènent une vie sans danger. C'est pourquoi c'est à juste titre que Phocylide fait ce vœu : « En beaucoup de domaines le meilleur est dans la moyenne, dans la cité je veux être au milieu », *Op. Cit.*, p. 313.

<sup>7</sup> Max Gallo, *Qu'est-ce qu'être français ?*, Éditions Herman, Paris, 2009.

<sup>8</sup> Françoise Dekeuwer-Défossez, *Op. Cit.*, p. 37 - 38.

<sup>9</sup> Bossuet, *Discours sur l'histoire universelle*, coll. La Bibliothèque, Le Figaro, Paris, 2008 – Éditions Garnier, Paris, 2009, p. p. 441 - 442. Cette définition n'est pas antinomique de celle phénoménologique traitée par Paul Ricœur dans *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Essais, Seuil, Paris, 2000, p. 38.

s'occuper de choses dont il ne devrait pas, croit-on. Et, comme d'usage, les médias n'accorderont à ce livre au mieux qu'un silence affiché. Cependant, peu importe. L'ostracisme littéraire est une coutume française. Il faut faire avec. En tous les cas, ces refus obstinés justifient la mise en ligne de *La Conspiration des médiocres*, afin qu'elle soit à la portée immédiate d'un public curieux de s'informer des forces qui étouffent la France. Puisque les médiocres ont ceci de particulier qu'ils font tout pour eux-mêmes et bien peu ou même rien pour la France. Ou du moins, ils ne peuvent croître qu'au détriment de la France. Car, en vérité et à l'opposé de ce qu'affichent les « déclinologues », la France n'est pas sur la pente rêche de son propre déclin. Il s'en faudrait de beaucoup. Toutefois, elle est sur le chemin de son « abimation », du seul fait des médiocres. Ce sont eux les ouvriers actifs du grand rabotage de la France.

Pour rendre manifeste cette époque, *La Conspiration des médiocres* réhabilite « la philosophie de l'histoire » qui s'efforce d'en saisir la signification, le sens et la raison. L'ouvrage comprend deux grandes articulations. La première décrit, sous un mode empirique, des faits de médiocrité à partir desquels sont dégagés les enjeux sociétaux. La seconde met au jour la stratégie politique et l'objectif principal des médiocres : la destruction méthodique de la « sphère éthique » qui crée du non-sens et organise un certain nihilisme. Et parce qu'il ne comprend pas cette *Épokê*, Michel Onfray, par pur sensualisme (tout est sensation) en vient à imaginer la « décadence » de la France et, par extension, de l'Occident. Or son approche stirnerienne aurait dû, plus que tout autre, le rendre apte à saisir le rôle de l'individu-atome, ce qu'il est lui-même, comme l'une des caractéristiques de cette époque. Cet ouvrage atteindra son but, s'il suscitait des débats autour d'un des pires maux de notre temps : la domination et « le secret de domination » des médiocres.

En moins de vingt ans, et par un exercice sans faille de la volonté publique, une poignée de vertueux républicains et d'intellectuels vigoureux peuvent régénérer la France, à la façon de Grégoire. C'est ce vers quoi ce livre fait signe.

Épinay-sur-Seine, le 31 décembre 2016

Rien, aucune institution, nul établissement ou grande entreprise, pas une loge ni une ville où ils ne triomphent. Leur vocabulaire est dominant. Ils ont dénaturé toutes les grandes idéologies, pour n'imposer que la leur. Ils se sont emparés de l'État et des collectivités territoriales. Les secteurs-clés de l'économie sont sous leur coupe. Les universités et les Grandes écoles ne leur échappent pas moins. Les médias également. Tout comme les Arts. L'Union Européenne est sous leur contrôle. Partout, ils ont accaparé les pouvoirs et pris en main les leviers de décision. Ce sont les médiocres. Comment sont-ils parvenus à tant de puissance ? Par une conspiration.

Ils ne cessent donc de conspirer. Et qu'est-ce que donc cela ? *Conspirer, c'est respirer ensemble* affichait à l'encre rouge un paisible mur de la Sorbonne<sup>10</sup>, en 1978, comme en écho à Mai 68. Le latin *conspirare* signifie « souffler ensemble ». Comme dit l'Écclésiaste : « Les oiseaux de même espèce s'assemblent »<sup>11</sup>. La médiocrité est le souffle d'ensemble des médiocres. Au vrai, les conspirateurs, nos médiocres, entretiennent un « secret d'État »<sup>12</sup>, au sens que Gabriel Naudé confère à ce mot, et ils le justifient par une sorte de raison d'État entendue comme un « excès du droit commun à cause du bien public »<sup>13</sup>, et qui, pour cause, n'appellerait aucune justification. C'est là leur « secret de domination »<sup>14</sup>. Il ne s'agit donc pas d'un « complot » ni d'une conjuration, mais, au fond, de bien plus ; plus exactement d'un phénomène d'une tout autre nature et qualité. Car la conspiration en cours consiste en l'exécution d'un plan d'actions qui prémédite et organise six principaux « coups d'État », que nous passerons au tour :

- ✓ L'ostracisme des « meilleurs »
- ✓ Remplacer le citoyen, par le consommateur et le jouisseur / Une République sans nation
- ✓ La dé-constitution du peuple
- ✓ Vers une nation sans racines
- ✓ La dénaturation de la devise de la République
- ✓ La démolition de la « sphère éthique ».

Sans la prise en vue de cette série de « coups d'État », on ne peut saisir ni expliquer toutes les menteries, les ruses et impostures politiques, les superbes niaiseries pédagogiques, toutes les grandes mystifications sociales, les habiles puérités économiques et autres jugements erronés auxquels se livrent les médiocres, dans le but de préserver leurs prérogatives et ainsi accomplir leur visée.

Je signale donc et pointe ici, avec force et juste colère, la respiration collective des médiocres. En effet, ce sont eux qui, par ces « coups d'État » séquencés, prolongés, secrets et silencieux dont ils n'osent clamer le nom, et, par un « continuel machiavélisme »<sup>15</sup>, sont parvenus à renverser l'ordre ancien, celui du génie et du dynamisme de la France. Ainsi, procèdent-ils à son « abimation » générale.

---

<sup>10</sup> Il s'agit de l'université Tolbiac Paris – 1 Panthéon Sorbonne situé dans le 13<sup>ème</sup> arrondissement de Paris.

<sup>11</sup> Cité par Bossuet, *Op. Cit.*, p. 143.

<sup>12</sup> Gabriel Naudé, *Considérations politiques sur les coups d'État*, Édition établie par Frédérique Marin et Marie-Odile Perulli, précédée de *Gabriel Naudé* par Sainte-Beuve et suivie par *Naudeana*, texte établi par Lionel Leforestier, Éditions Gallimard, Paris, 2004, pages 82 et 88 - 90.

<sup>13</sup> G. Naudé, *Op. Cit.*, p. 101.

<sup>14</sup> G. Naudé, *Op. Cit.*, p. 89.

<sup>15</sup> G. Naudé, *Op. Cit.*, p. 106.

Après celui de Mably cité en épitaphe, un mot de Lamartine peut, à lui tout seul, résumer par contraste combien la France n'est plus ce qu'elle était :

*Ma patrie est partout où rayonne la France  
Où son génie éclate aux regards éblouis !  
Chacun est du climat de son intelligence.  
Je suis concitoyen de toute âme qui pense :  
La vérité, c'est mon pays<sup>16</sup>.*

C'était cela, la France, il y a moins d'un demi-siècle. Et, de façon brusque et surprenante, la patrie s'est assombrie, pour ne plus rayonner.

---

<sup>16</sup> Lamartine, *La Marseillaise de la Paix*.

### ***Impolitesse et impolitique***

Parmi ces raisons, il en est une, toute particulière, qui mérite notre attention : l'impolitesse. Elle est présentée et promue quotidiennement, comme de valeur égale au vieux savoir-vivre dont les médiocres organisent, à coups de burins pédagogiques et de bédanes médiatiques, le déclin. Ainsi ont-ils fait oublier à la France qu'elle était un savoir-vivre, qui prit définitivement forme avec l'*étiquette* royale, avant de devenir un code sociétal dont Olivier Cechman<sup>17</sup>, entre autres, a fait une minutieuse description. Faut-il rappeler ce qu'affirme, avec grande justesse, Voltaire, pour mesurer l'ampleur du désastre : *la politesse est à l'esprit ce que la grâce est au visage*. Un penseur aussi considérable que Hegel n'en pense pas moins. Outre les anciens ouvrages sur la politesse, maints ont paru<sup>18</sup>, pour en prendre non seulement la défense mais aussi en faire la promotion. C'est un cri d'alarme. Un rappel.

En tous les cas, la question de l'impolitesse est plus essentielle qu'on ne le croit généralement, pour qui laisse retentir la langue française. Il peut suffire, pour s'en convaincre, de signaler ici l'attache sémiologique et la matérialité du lien entre *politique* (au sens authentique du terme), *politesse* (savoir-vivre) et *politsês* (bâtitseur grec de ville qui pose la propreté et l'urbanité (civilité) comme exigences). C'est pourquoi, partout, im-politesse, im-politique et dé-construction (dégradation) vont ensemble. Un tel rapport, caché et insoupçonné, valait d'être suggéré, afin que soient compris la signification et le sens de certains faits publics et privés que nous mentionnerons plus loin.

Pour lors, remarquons que la perte de savoir-vivre en France ne signifie pas autre chose que ceci : la *vie* n'est plus un *savoir* ou la *vie* est séparée du *savoir*. Et cette altération est si profonde qu'elle se retrouve au plus haut niveau de l'État, par des signes manifestes : manque de courtoisie, adoption d'un parler ordinaire (jurons, insultes, invectives, fautes de construction) ou tenues vestimentaires peu soignées. À cet égard, le titre d'un ouvrage récent qui consigne les abondantes confidences du président (en exercice) François Hollande, « Un Président ne devrait pas dire ça... »<sup>19</sup>, en est la plus frappante vérification. Sans même entrer dans le détail du contenu, ce titre à lui tout seul traduit le drame du savoir-vivre. Méditons-le quelque peu, car il dit beaucoup. En effet, si le « Président ne devrait pas dire ça », alors pourquoi le dit-il ? Et s'il a confié « ça » aux deux journalistes, pour quel motif l'ont-ils rendu public ? Et, au fond, qu'y gagne la France, sinon à discréditer encore un peu plus le Président, un chef d'État qui s'y révèle amateur et grand expert en imprudence. Le scandale politique est par conséquent d'abord dans la forme (le titre et l'intentionnalité), avant d'être dans le contenu du livre. Au vrai, non seulement ce Président-là manque de savoir-vivre mais il est aussi et surtout impuissant à le compenser, le *com-penser*. La vulgarité est à son comble, comme irréductible. Un autre exemple. Qui ne se souvient du jogging et des baskets portés par Mme Annick Girardin, ministre de la Coopération, à la descente du vol Air France, lors de la première visite officielle du président François Hollande en Côte d'Ivoire, le 17 juillet 2014 ? Si le protocole d'État ivoirien a feint de n'y rien voir et a gardé silence, les médias locaux

<sup>17</sup> Olivier Cechman, *Le guide du Nouveau Savoir-Vivre, Le Bon usage*, Hachette Livre, Paris, 2004.

<sup>18</sup> Michel Malherbe, *Qu'est-ce que la politesse*, coll. Chemins philosophiques, Vrin, Paris, 2008. Sylvie Weil, *Trésors de la politesse française*, Belin, Paris, 1983. François Bégaudeau, *La politesse*, Gallimard, 2015. Dominique Picard, *Pourquoi la politesse ? Le savoir-vivre contre l'incivilité*, Seuil, Paris, 2007. Frédéric Rouvillois, *Histoire de la politesse de 1789 à nos jours*, Flammarion, Paris, 2006.

<sup>19</sup> Gérard Davet et Fabrice L'homme, « Un Président ne devrait pas dire ça », *les secrets d'un quinquennat*, Stock, Paris, 2016.

et les réseaux sociaux, consternés, en ont fait des gorges chaudes et n'y ont vu qu'un criant déficit de savoir-vivre, un manque de respect, un clair abandon des exigences du protocole d'État français. Dernier exemple : a-t-on jamais vu, en France, le Président de l'Assemblée nationale, troisième personnage de l'État, quitter une salle où le Président de la République, premier personnage de l'État, doit prononcer une allocution relative au centenaire de la naissance d'un ancien Chef d'État ? C'est pourtant ce qui advint, le 26 octobre 2016, quand Claude Bartolone s'échappa, avant le discours de François Hollande. Et en raison du litige qui opposait les deux hommes, comment le second pouvait-il croire que son geste déplacé ne prêterait pas à polémique ? Ces exemples pourraient être multipliés.

En tous les cas, ce déficit de savoir-vivre qui impacte la matière publique est affligeant. Au total, par maints côtés, François Hollande rappelle Antiochos IV Épiphane, roi séleucide, qui, « pour avoir méprisé sa dignité, et ne s'être pas gouverné en roi, fut surnommé l'Insensé »<sup>20</sup>. Car, le séleucide mènera jusqu'à l'excès et l'outrance son processus d'hellénisation de la Judée, en promulguant le fameux *édit de persécution* (167 av. J.-C.) qui imposait le sacrifice de porcs en holocauste, supprimait la circoncision et organisait l'oppression des réfractaires à sa brutale politique d'hellénisation. Et pour cela, d'Épiphane (le remarquable) il devint *Épimane*, c'est-à-dire *l'Insensé*.

Il en va de même avec François Hollande qui n'a jamais vraiment su ce qu'est *être* Président de la République ; qui en a méprisé la *dignité* et s'est entiché à ne pas se comporter comme tel. Il eût voulu, dit-il, être « normal ». Et il le sera si bien qu'il chamboulera tout, sans que cela ne constitue un quelconque progrès. En effet, dès le départ, au soir même du 6 mai 2012, sur la place de la Bastille, un fait inédit sous la V<sup>ème</sup> République, nous vîmes le grotesque d'un baiser à Mme Valérie Trierweiler qui tranchait (provisoirement) une rivalité conjugale, donc un fait de nature privée. Ce fut la première et étonnante confusion entre vie privée et responsabilité publique, avant même la prise de fonction. Neuf jours plus tard, le 15 mai 2016, lors de la passation des charges, François Hollande affichera, en public et contre les usages et toutes les règles du protocole d'État, un mépris personnel et un manque de savoir-vivre, c'est-à-dire une double attitude d'ordre privé, à l'endroit de son prédécesseur Nicolas Sarkozy et... de son épouse. Le mauvais pli fut définitivement pris. Il ne saura jamais plus, ni même ne pourra ou ne voudra rattraper et, moins encore, surmonter l'erreur initiale du podium de la Bastille. Et toute la suite de ses déboires et de ses écarts privés n'en sera qu'une banale amplification, jusqu'à ce qu'elle se transforme en perte d'autorité sur son entourage et les institutions. Partout au monde, lorsqu'un gouvernant manque de savoir-vivre, les institutions pour solides qu'elles soient, deviennent branlantes.

Le caractère, cette « partie irrationnelle de l'âme »<sup>21</sup> selon Aristote, a dès le prélude, avant même son investiture, empêché François Hollande d'incarner le statut et la fonction présidentiels, tels que définis, de manière nette et précise, par la Constitution en son Titre II et ses articles 5 (respect de la constitution, fonctionnement des pouvoirs publics et continuité de l'État), 8 (nomination du Premier ministre et des ministres), 9 (promulgation des lois), 12 (dissolution de l'Assemblée nationale), 15 (chef des armées)<sup>22</sup> et 17 (contreseing). Jamais la « raison », la partie rationnelle de l'âme, qui se subdivise en *raison théorique* (connaissance) et *raison pratique* (action), n'a orienté son caractère. Pour lui, être « normal », cela signifie séparer la « vie » et le « savoir », c'est-à-dire scinder le savoir-vivre, alors que François Mitterrand s'évertuait au contraire. En termes

---

<sup>20</sup> G. Naudé, *Op. Cit.*, page 75. Sur cette question, lire également l'analyse de Bossuet, *Op. Cit.*, pages 83 - 84.

<sup>21</sup> Aristote, *Les Politiques*, pages 131, 421, 495 - 497.

<sup>22</sup> À peine a-t-il été un chef des armées, en engageant la France au Mali, puis en Centrafrique. Mais, sur ces deux fronts, le succès militaire n'est pas encore là.

explicites, être « normal », cela veut dire : mon caractère dépasse ma raison. Or, la Constitution organise l'inverse et réclame tout le contraire.

Il y a, il y aura toujours chez François Hollande un déséquilibre chronique entre le « caractère » et la « raison » qui explique aussi qu'il ne se soit jamais marié. Car le mariage est le lieu où l'on perd, abandonne ou arrondit son caractère. Euripide le dit, dans une formule dont il convient de bien saisir la signification : « le mariage apporte bien plus de peines que de joies »<sup>23</sup>. On comprend alors mieux pourquoi le caractère de François Hollande a toujours exigé de ses compagnes qu'elles ne fussent jamais des épouses. Et « c'est comme ça ». Mais un Président célibataire, un chef d'État « loup solitaire », quelle innovation... mais combien ridicule et à l'opposé de l'expérience fixée par toutes les coutumes du monde. Après de qui un tel Président prendrait-il conseil, avec quel être partagerait-il les « secrets », décèlerait-il les pièges, dirait-il ses inquiétudes et amortirait-il les fatigues et les peines de sa charge, si ce n'est précisément avec sa femme, comme l'exige l'intimité du pouvoir, l'équilibre psychologique et l'expérience ?

Au reste, pas toujours mais bien souvent, les femmes se révèlent bonnes conseillères, comme le note Gabriel Naudé : « les Allemands, prenaient leurs conseils, et ne négligeaient pas leurs réponses. Ce que Plutarque confirme aussi des Lacédémoniens, et beaucoup d'historiens, des empereurs Auguste et Justinien »<sup>24</sup>. En matière de gouvernance, si l'époux est élu, le couple prend une importance dans la direction de l'État. Chacun le sait. Cette vérité, envisagée comme un risque, est si grande que les Constitutions ne reconnaissent pas de statut écrit aux premières dames ou à l'époux d'une femme présidente, premier ministre ou chancelière. Ce serait, redoute-t-on, ouvrir une porte à une diarchie de droit. Mais François Hollande a-t-il, une seule fois, souhaité partager l'intimité du pouvoir ? Jamais, manifestement. Or, comme le note le philosophe : « les femmes sont les oreilles du prince »<sup>25</sup>. On ne peut pas être sourd ou ne pas avoir d'oreilles et, dans le même temps, prétendre à la plus haute magistrature ?

Mais supposons qu'un dirigeant ne soit pas enclin au mariage. Il n'empêche que l'irrationalité de son caractère doit être domptée par l'éducation, le savoir-vivre ou l'expérience. C'est cela même *la maîtrise de soi*, qui élève au-dessus de la médiocrité. Maître de soi : ne pas se laisser dominer par son caractère, par l'irrationalité propre à chacun qui est le siège de l'impolitesse.

Lorsque viendra l'effondrement et la relégation des médiocres, que la République voudra enfin se revigorer, la nécessaire réintroduction de l'instruction civique devra accompagner l'enseignement de la politesse, en réadaptant les célèbres travaux d'Érasme, *Civilité puérile*, et de Mathurin Cordier, *Civilité honeste et puérile*<sup>26</sup> (également paru sous le titre *Miroir de la jeunesse*<sup>27</sup>), l'instructif ouvrage de Frédéric Rouvillois, *Histoire de la politesse, de 1789 à nos jours*<sup>28</sup>, et tous les autres livres consacrés à cette importante matière dans lesquels sont formulés des principes de comportement et des règles de bonne tenue. Ils constituent une base solide pour un retour au savoir-vivre « afin qu'ils [les enfants] comprennent pourquoi leurs parents leur ont appris les bonnes manières »<sup>29</sup>.

---

<sup>23</sup> Euripide, *Alceste*, in *Tragédies complètes I*, texte présenté, traduit et annoté par Marie Delcourt-Curvers, coll. Folio classique, texte intégral, Gallimard, Paris, 1962, p. 77. Autre traduction : « Jamais je ne dirai que le mariage apporte plus de joie que de chagrins ».

<sup>24</sup> G. Naudé, *Op. Cit.*, page 179.

<sup>25</sup> Aristote, *Les Politiques*, p. 398.

<sup>26</sup> Mathurin Cordier publie sa « *Civilité puérile* », *Naissance de la politesse*, in *Les grands événements de l'Histoire de France*, sous la direction de Jacques Marseille et Nadeije Laneyrie-Dagen, France Loisirs, Paris, pages 114 – 115.

<sup>27</sup> Fernand Buisson, *Mathurin Cordier*, INRP, [www.inrp.fr](http://www.inrp.fr)

<sup>28</sup> Frédéric Rouvillois, *Histoire de la politesse, de la Révolution à nos jours*, Flammarion, Paris, 2006.

<sup>29</sup> Le mot est la dédicace de F. Rouvillois à ses enfants, p. 5.

Somme toute, en France, force est de constater la forte concomitance de deux « crises », qui ne sont pas sans rapport avec cette amplification de l'impolitesse. Tout d'abord, la disparition de la *science de l'État*, qui explique qu'un Président ne voit aucun discrédit à être médiocre, qui ne s'entoure que de médiocres conseillers, et « improvisateur » au point de sortir de son chapeau Emmanuel Macron dont il doit désormais supporter l'amère trahison et l'affront public. Ensuite, l'extension d'une *vie sans savoir* (écroulement du savoir-vivre) qui favorise incivilités et impolitesse. Tel est le double ressort de la crise actuelle des institutions. Les « caractères » des responsables politiques distordent et l'emportent sur leur « raison ». Manuel Valls en est la plus typique illustration. Il n'est que caractère, et pire que caractériel.

Au fond, la faillite du savoir-vivre et le développement des vulgarités sont une alerte. Partout où le respect recule, les institutions s'affaiblissent. Le respect et le savoir sont les socles d'une nation bien portante et pensante.

Le pays, autrefois prestigieuse terre des *Lumières*, ne pense plus, en même temps que la vérité s'est éloignée. Que de mensonges la gouvernement à présent ! Les âmes jadis pensantes se sont retirées. Les obscurités avancent. Le juste et le bien public sont à présent deux idées surannées. La force et les qualités de l'esprit français décroissent. La France a changé, et nullement en bien. C'est l'œuvre des médiocres qui se sont emparés d'elle.

Bref, la France vit une époque pour le moins déconcertante qui vaut et ne se maintient que comme une répétition amplifiée du XVI<sup>e</sup>, lorsque furent perdus « le bon goût dans les choses littéraires, et la méthode, autre bon goût qui est particulier aux sciences »<sup>30</sup>. La crise est entière dans les mœurs publiques : déficit de savoir-vivre, pratique des fautes de goût, altération du français de bon usage et manquements au protocole d'État.

### ***Perte du « bon goût » littéraire et dérives « titrologiques »***

En France, le XXI<sup>e</sup> siècle est égal à ce XVI<sup>e</sup> siècle décrié par Sainte-Beuve et auquel manquèrent le « bon goût » et la « méthode ». Pour prendre en vue un tel état de fait, bien plus que le tableau des données sociales ou le relevé des indices économiques et financiers, un signe ne trompe guère : l'état de la littérature en France, la France, *patrie littéraire et république des lettres*. Du vaste catalogue des parutions, excipons d'un exemple abondant ce qui est affirmé. Retenons sept titres d'ouvrages aux fortunes diverses qui donnent un premier aperçu de l'« abimation » en cours.

Le premier est paru, il y a vingt ans, en 1996. On n'y avait pas prêté grande attention, malgré la mise en garde et les propos qui auraient dû procurer de vives alarmes. L'ouvrage tomba aussitôt dans l'oubli, englouti dans le tumulte de la subite dissolution de l'Assemblée nationale par le président Jacques Chirac, sous l'impulsion de Dominique de Villepin, et des législatives de 1997 remportées par Lionel Jospin. Ce fut, incontestablement, la première alerte qui annonçait l'imminente et inéluctable victoire de la médiocrité, *Épître aux imbéciles*<sup>31</sup> de François de Jarnac, un auteur volontairement anonyme.

Il s'agit, en fait, d'une correspondance imaginaire prêtée à François Mitterrand qui, après sa mort et depuis le ciel, relate avec emphase sa carrière politique, morigène ses contemporains, fustige ses camarades et admoneste ses épigones, à l'aune de son irrésistible ascension vers le

---

<sup>30</sup> Sainte-Beuve, *Gabriel Naudé*, in *Gabriel Naudé, Considérations politiques sur les coups d'État*, Gallimard, Paris, 2004, p. 15.

<sup>31</sup> François de Jarnac, *Épîtres aux imbéciles, L'ultime lettre à tous les Français*, Éditions du Rocher, Paris, 1996.



pouvoir d'État, par la manipulation patiente et continue de la classe politique française qui, au dire de l'auteur, ne serait composée que d'*imbecillus*. L'ouvrage, sévère et caustique s'il en est, comme par prémonition annonce la suprématie des médiocres et de la *médiocritude*.

Un jugement de pseudo-Mitterrand revêt une résonance particulière. Il serait, à l'en croire, à la source même de la conspiration dont nous parlons. Car il reconnaît avoir grandement facilité la tâche aux médiocres, tout en dégageant sa responsabilité : « Grâce à moi, et à moi seul, *avoue-t-il*, ils ont pu prendre le pouvoir, occuper des postes de décision, influencer sur la marche de leur pays et de leurs concitoyens. Qu'ont-ils fait des présents dont je les ai couverts, des responsabilités que je leur ai données, des réelles marges de manœuvres que je leur ai prodiguées ? C'est à eux qu'il faut demander des comptes, et pas à moi. J'ai fait advenir : que chacun, par la suite, prenne ses responsabilités »<sup>32</sup>.

Quoi de plus vrai ! Puisque, deux ans plus tard, avec la victoire de Lionel Jospin aux législatives des 25 mai et 1<sup>er</sup> juin 1997 et sa nomination au poste de Premier ministre ainsi que la formation de la *Gauche plurielle* (Socialistes, Communistes, Mouvement des Citoyens, les Verts et Radicaux de gauche) toute une génération de médiocres arrive au pouvoir d'État et s'empare des postes clés. Quatre ans plus tard, le 21 avril 2002, c'est la débâcle : Lionel Jospin est éliminé dès le premier tour des élections présidentielles. Au fond, si avec Lionel Jospin les médiocres se sont insérés au cœur même de l'État et concomitamment se sont emparés des partis politiques, après lui plus rien ne s'opposera à leur irrésistible ascension et leur domination dans tous les secteurs.

Cette prise de pouvoir par les médiocres est stabilisée avec la victoire de la droite. En effet, la composition du troisième gouvernement Raffarin (mars 2004 – mai 2005) montre les signes évidents d'une baisse générale de niveau des membres de l'Exécutif. Et les présidentielles de mai 2007, qui voient la victoire de Nicolas Sarkozy, viennent renforcer cette tendance lourde, en particulier avec le gouvernement Fillon 2 (juin 2007 - novembre 2010) dit d'ouverture (à la gauche et à la diversité), avec lequel une nouvelle baisse de niveau prendra corps. Les médiocres y prennent bonne place.

Ainsi, les trois cohabitations politiques, celles de 1986 à 1988 (F. Mitterrand et Jacques Chirac), de 1993 à 1995 (F. Mitterrand et Édouard Balladur) et de 1997 à 2002 (Jacques Chirac et Lionel Jospin) ont fortement contribué à l'installation des médiocres. La cohabitation est une « moyenne » entre le Président de la République (affaires extérieures) et le Premier ministre (affaires intérieures).

À droite comme à gauche, la « médiocrétisation » s'amplifie. Pour s'en convaincre, il suffit de faire une comparaison rapide entre les personnalités du gouvernement Jospin (1997 – 2002) et celles des gouvernements Ayrault (2012 – 2014) puis Valls (2014 - 2016), pour aussitôt s'apercevoir de la place et de l'importance prises par les médiocres. Depuis 1996, date de la parution de *l'Épître aux imbéciles*, le niveau général de l'Exécutif français ne cesse de baisser à mesure de la promotion des médiocres. En un jugement qui, bien évidemment, n'a pas retenu l'attention, Valérie Trierweiler a indiqué sa surprise de voir la médiocrité des ministres du premier gouvernement Ayrault :

« Quelques jours après l'élection, *écrit-elle*, je m'envole aux côtés du Président pour Washington [...] En dehors de Laurent Fabius, il ne faut pas être expert pour comprendre que la plupart des nouveaux ministres n'ont pas le niveau. Je suis affligée de ce que j'entends. Je les observe en silence, en me demandant comment tel ou tel a pu être nommé ministre. Équilibre de courant, équilibre de sexe, équilibre régional ou de parti. Peu sont là pour leur compétence. Cela crève les yeux de l'ancienne journaliste politique que je suis toujours au fond de moi. La presse

---

<sup>32</sup> François de Jarnac, *Op. Cit.*, p. 73.

critique leur amateurisme. Si j'étais toujours au service politique de Match, écrirais-je autre chose ? Mais je me tais »<sup>33</sup>.

Manifestement, et dès le départ, Valérie Trierweiler a grande conscience de ce qu'il ne pouvait pas s'agir d'un « gouvernement des meilleurs »<sup>34</sup>. Et sans doute cela explique-t-il, en partie, la grande animosité du premier cercle à son endroit. C'est qu'elle avait vu juste, bien avant tout le monde.

Le pressentiment de pseudo-Mitterrand était donc juste, lorsqu'il dépeignait la France à venir comme celle du triomphe politique et administratif des « imbéciles », l'autre surnom aigre-doux des médiocres. Et, aussi surprenant que cela puisse paraître, rien ne sera fait pour contredire ou réfuter cette inquiétante prédiction, du moins si l'on se réfère aux titres éloquentes de six autres ouvrages dont les publications viendront trois ans plus tard.

Tout d'abord, en 1999, *La putain de la République*<sup>35</sup> de la sulfureuse Christine Deviers-Joncour, dont l'intrigue noue - de façon ténue - sexualité, contrats d'affaires et vie politique. Mais que dit un tel titre, sinon que la République qui repose sur la « vertu », comme Aristote et Montesquieu l'ont si bien montré, a désormais pour base le vice ? En conséquence de quoi, pour être, la République n'aurait plus besoin de citoyens pour la faire vivre, mais désormais de prostituées. Autrefois, lorsque la Révolution et la République, filles et sœurs jumelles des *Lumières*, étaient robustes et solides, que ne parlait-on des « merveilleuses »<sup>36</sup> ; de ces *muscadines*, comme la belle Madame Tallien, la trop jolie Juliette Récamier, la ravissante Joséphine de Beauharnais ou encore de l'audacieuse Madame Hamelin. Et de ces « merveilleuses » à Christine Deviers-Joncour, quelle « abimation » ! La République est frappée en son principe même (vertu) et elle s'éteint de manière lente et progressive : les « putains » et leurs amants mènent la danse funèbre autour de la « dépouille »<sup>37</sup>. Le vice l'emporte sur la vertu. La République a laissé s'égarer son fondement, sa raison d'être. En tous les cas, le triomphe public de « Madame » Deviers-Joncour fut l'avertissement de ce que la confusion entre ces trois ordres ou « puissances » (sexualité, contrats d'affaires et vie politique) était amorcée, jusqu'à ce que le *Sexus Politicus*<sup>38</sup>, qui paraîtra sept ans plus tard, ne vienne confirmer l'ancrage culturel du phénomène et le début de la putréfaction de la République.

Cependant, avec *Sextus politicus*, nous étions encore bien loin de ce que le scandale DSK, les affaires Georges Tron<sup>39</sup> et les harcèlements de Dominique Baupin<sup>40</sup> mettront au grand jour. Sous la République, les vagues de dévastation par les déviations, les perversions et dispersions sexuelles d'un personnel politique masculin fort enclin à troquer des postes de fonctionnaires ou des mandats électifs contre la satisfaction immédiate de leurs envies sexuelles.

---

<sup>33</sup> Valérie Trierweiler, *Op. Cit.*, p. 91.

<sup>34</sup> Aristote, *Les Politiques*, p. 53.

<sup>35</sup> Christine Deviers-Joncour, *La putain de la République*, édition J'ai lu, coll. J'ai lu, Roman, Paris, 1999.

<sup>36</sup> *Au temps des Merveilleuses*, in *La société parisienne sous le Directoire et le Consulat*, dossier de presse exposition, Mairie de Paris, 9 mars – 12 juin.

<sup>37</sup> Montesquieu : « lorsque cette vertu cesse, l'ambition entre dans les cœurs qui peuvent la recevoir [...] La république est une dépouille ; et sa force n'est plus que dans le pouvoir de quelques citoyens et la licence de tous », in *De L'Esprit des Lois*, t. 1, introduction, chronologie, bibliographie, relevé de variantes et notes par Robert Dérathé, édition illustrée, Garnier Frères, Paris, 1973, p. 27.

<sup>38</sup> Christophe Dubois et Christophe Deloire, *Sexus Politicus*, éditions Albin Michel, Paris, 2006.

<sup>39</sup> Georges Tron, maire de Draveil (Essonne) depuis 1995, conseiller départemental (2015), ancien député et ex-secrétaire d'État.

<sup>40</sup> Vice-président de l'Assemblée nationale, qui dut démissionner.

## ***La confusion entre chose publique et chose privée***

C'est aussi cela l'ambiance du bal nocturne des conspirateurs. Ils ont inversé la République. C'est l'une des dimensions de leur « coup d'État ». Au vrai, la « chose publique » est désormais monnayée telle une chose privée, une marchandise. En effet, à en croire des témoins dignes de foi, l'Assemblée nationale et le Sénat sont des hauts-lieux où nombre de femmes seraient victimes de tels abus. Combien de journalistes ne le savent pas ? Mais, parmi eux, aucun ne le dit et moins encore le dénonce. Combien de « promotions canapé » accordées ou, plus grave encore, que de carrières de femmes brisées, parce qu'elles n'auraient pas été consentantes ou « serviables » ? Soumis au sexe, les médiocres le sont aussi aux « forces de l'argent ».

En tous les cas, plus forte est la confusion entre ces grandes « puissances » (sexe, affairisme et politique), plus faible est la séparation des trois pouvoirs (exécutif, législatif et judiciaire) constitutive de toute démocratie représentative. Il ne faut chercher nulle part ailleurs l'une des principales causes de l'« abimation » de la France. Car une telle confusion ravage de l'intérieur la République, en raison de l'effet cumulé de ces puissances. L'autre conséquence directe et majeure est l'affaiblissement de la morale publique et de l'esprit public. On comprend alors pourquoi l'hypocrisie sociale et la menterie politique sont au maximum de leur force.

Mais, faut-il le souligner, cette confusion, qui peut être datée de manière exacte, est advenue sur fond d'une double mutation historico-économique aux effets conjugués : d'un côté, la perte de la vieille identité de la France, telle que définie par Fernand Braudel<sup>41</sup> ; identité essentiellement agricole qui prévaudra jusqu'au milieu des années 1950. D'un autre côté, la transformation substantielle du capitalisme français jusque-là industriel et familial, qui devient financier par le contrecoup imprévu et inattendu des nationalisations du premier gouvernement socialiste de François Mitterrand, comme l'ont si bien montré Sophie Coignard et Romain Guibert<sup>42</sup>. Si les nationalisations d'alors ont enrichi les détenteurs d'actions, les privatisations successives n'ont fait qu'amplifier l'accumulation du capital financier, et contre le salariat. Le pli fut pris.

En vérité, c'est durant ce court laps de temps historique (un quart de siècle), qui s'ouvre avec l'irréversible perte de l'identité ancienne (1956) et la mutation inédite du capitalisme français (1982), que les médiocres se sont constitués en groupe social, en une « aristocratie » factice, et, qui depuis lors, n'a cessé d'accroître son emprise sur la France. Il leur aura fallu attendre 1997, pour devenir un groupe dominant. La conspiration des médiocres s'est donc cristallisée en 1997.

Au reste, tout le chapelet de crises « secondaires » dont on ne perçoit pas encore les liens et l'unité, à savoir la crise des banlieues<sup>43</sup>, la crise de l'éducation nationale, la crise de la famille (éclatement du modèle dominant et baisse du principe d'unité), l'effondrement de la culture, la crise de la connaissance, les nouveaux Migrants, l'inquiétante affirmation d'un islam radical, la relégation sociale des intellectuels<sup>44</sup>, la crise de la représentation politique, l'affaiblissement du savoir-vivre français et le recul du français de bon usage. Toutes ces crises périphériques, disons-nous, se sont empilées ou ont été compilées, après qu'elles aient pris racine, forme et matière durant les Trente Glorieuses (1946 - 1975). Cette période, cruciale, a substantiellement modifié la France (portrait social et système de production), par l'hypertrophie du secteur tertiaire (celui des services), la

---

<sup>41</sup> Fernand Braudel, *L'identité de la France*, trois volumes : *Espace et histoire* ; *Les hommes et les choses I*, t.1 ; *Les hommes et les choses II*, t.2, coll. Champs histoire, Les Editions Arthaud, Paris, 1986.

<sup>42</sup> Sophie Coignard et Romain Guibert, *L'oligarchie des incapables*, Albin Michel, Paris, 2012.

<sup>43</sup> P. F. Tavares, *Science de la Ban-Lieue, essai sur l'insociable sociabilité des banlieues françaises*, Manuscrit Université, Paris, 2006.

<sup>44</sup> Anne et Marine Rambach, *Les nouveaux intellos précaires*, Édition Stock, coll. J'ai lu, Paris, 2009.

promotion des loisirs et la consommation de masse. Cette période a confiné au second plan l'identité nationale et le mode de vie français, deux réalités qui se sont crispées à partir du premier choc pétrolier (1973) et du regroupement familial (1975). Est-il dès lors étonnant que « le phénomène Le Pen » ait débuté à ce moment-là ? Cette phase historique est, peut-on dire, le grand tournant dont la France n'est pas sortie de l'orbite et sans que nul ne sache encore où elle la conduira. La « mondialisation », exaltée par les uns et tant décriée par les autres, ne viendra que plus tard pour en accélérer le mouvement et développer l'ampleur.

### **Une conspiration contre la culture**

Après cette digression sur le contexte historique, reprenons notre catalogue de livres. Dans un registre différent du précédent ouvrage, nous eûmes *La fabrique du crétin : la mort programmée de l'école*<sup>45</sup>, dans lequel l'auteur décrit l'extinction de la finalité sociale de l'instruction publique due à la « nouvelle pédagogie ». Et, dans cette optique, la double réforme de l'enseignement improvisée et proposée par le premier ministre Manuel Valls et la ministre de l'Éducation nationale Najat Vallaud-Belkacem<sup>46</sup> en 2015 n'en est que le point d'orgue. Désormais, l'« improvisation » devint la règle d'or, en matière de pédie (pédagogie) scolaire. Comment ne pas y reconnaître la figure du médiocre ?

Ultérieurement, paraîtra *Le Démocratiseur*, opuscule au sous-titre évocateur qui nous dévoile l'extension de la conspiration... dans le domaine de la culture : *De quelle médiocrité la démocratisation culturelle est-elle aujourd'hui l'aveu ?*<sup>47</sup> La figure du démocratiser n'est que l'épigone moderne de Thrasybule : il ne sait rien faire d'autre que niveler par le bas, toute politique publique de la culture. Et « ce nivellement érigé en politique est la plus grande offense faite au monde. Il est odieux en ce qu'il rend coupables le cultivé comme l'inculte »<sup>48</sup>. L'auteur pointe ici la conspiration contre la culture.

Le quiproquo est le trait typique d'un tel personnage. En effet, au cœur de sa démarche, se loge une profonde confusion entre démocratie (Liberté, souveraineté populaire, majorité, alternance) et République (Égalité), et ce sous un double rapport. Tout d'abord, il se méprend, quand il prend le principe républicain, l'Égalité, comme le déterminant de la démocratie, qui est le système politique dans lequel le peuple est reconnu comme le « Souverain » et dont Eschyle a fourni la première illustration littéraire<sup>49</sup>. Ensuite, le démocratiser culturel étend cette première méprise en une seconde confusion, dans la mesure où il considère à tort la *chose commune*, la *res publica*, qui est à la fois la définition et le contenu même (matière) de la République, comme une manufacture démocratique ; ce qui est une lourde erreur. Ainsi, dans un curieux mélange des genres, la république devient une démocratie et, réciproquement, la démocratie une république. Lorsqu'il est traduit en termes de politique publique, cet assortiment absurde donne la maxime suivante : l'Égalité est l'égal du peuple. Ou, de manière plus exacte, l'Égalité est à hauteur de peuple qui devient la mesure du nivellement. Il s'ensuit un équivoque mot d'ordre : « la médiocrité culturelle pour tous »<sup>50</sup>. Si bien que l'Égalité n'est plus à hauteur de la République en tant que telle mais du supposé bénéficiaire de la République : le peuple. Mais, à y regarder de près, au cœur de ce généreux sentiment se tient l'une des ruses cyniques de la médiocrité que rappelle Jean-Marie Hordé en termes on ne peut plus clairs :

---

<sup>45</sup> Jean-Paul Brighelli, *La fabrique du crétin : la mort programmée de l'école*, J.-C. Gawsewitch Éditeur, Paris, 2005.

<sup>46</sup> P. F. Tavares, *Les improvisateurs*, Paris, 2015.

<sup>47</sup> Jean-Marie Hordé, *Le Démocratiseur. De quelle médiocrité la démocratisation culturelle est-elle aujourd'hui l'aveu ?* Éditions Les Solitaires Intempestifs, Besançon, 2011.

<sup>48</sup> J.-M. Hordé, *Op. Cit.*, page 27.

<sup>49</sup> Eschyle, *Les Suppliantes*, in *Tragédies*, folio classiques, Gallimard, Paris, 1921 et 1925, pages 57 - 98.

<sup>50</sup> Jean-Marie-Hordé, *Le Démocratiseur, De quelle médiocrité la démocratisation culturelle est-elle aujourd'hui l'aveu ?*, Éditions Les Solitaires Intempestifs, Paris, 2011, page 36.

« L'échec programmé de cette démocratisation [de la culture] ne serait-il pas le nom séculier d'une entreprise idéologique plus féroce, d'une détestation de moins en moins dissimulée de toute hauteur de vue critique, cultivée ou savante, au nom d'une mauvaise conscience égalitaire qui ne comprend plus l'égal que par le rabaissement systématique de ce qui élève et distingue ? La haine de l'élite et la politique de la peur deviennent [alors] les instruments préférés d'un pouvoir en lutte contre tous ceux qui le contrent »<sup>51</sup>.

### ***Principes démocratiques et institutions républicaines : un amalgame théorique***

Mais, au fond, quoiqu'impardonnable, cette confusion entre démocratie (doctrine et système politique) et république (régime et forme de gouvernement), en effet, peut s'expliquer, du moins au plan théorique, à partir des travaux d'Aristote, réflexions qui aident à saisir pourquoi et comment les démocratisateurs français et leurs estafettes politiques amalgament ces deux réalités, en prenant l'une pour l'autre, en confondant la cause et l'effet, et inversement, et finissent par abolir toute distinction entre elles. Cet éclaircissement est un point important, puisque la confusion et les erreurs qu'elles portent sont fort répandues et valent comme des vérités.

« Le principe de base de la constitution démocratique, dit Aristote, c'est la liberté (c'est, en effet, ce qu'on a coutume de dire, parce que c'est seulement dans une telle constitution que les <citoyens> ont la liberté en partage ; c'est à cela, en effet, que tend, dit-on, toute démocratie). Et l'une des <formes> de la liberté c'est d'être tour à tour gouverné et gouvernant. En effet, le juste <selon la conception> démocratique, c'est que <chacun> ait une <part> égale numériquement et non selon <son> mérite, et avec une telle <conception> du juste il est nécessaire que la masse soit souveraine, et ce qui semble bon à la majorité sera quelque chose d'indépassable, et <c'est> cela <qui> sera le juste, car ils disent qu'il faut que chaque citoyen ait une <part> égale. De sorte que dans les démocraties il se trouve que les gens modestes ont la souveraineté sur les gens aisés ; ils sont en effet plus nombreux, et c'est l'opinion de la majorité qui est souveraine. Tel est donc un signe de la liberté que tous les partisans de la démocratie posent comme caractéristique de cette constitution.

Un autre <signe> c'est de vivre comme on veut, car, disent-ils, tel est l'effet de la liberté, étant donné que la servitude c'est de vivre comme on ne veut pas. Voilà donc la seconde caractéristique de la démocratie. De là est venue <la revendication> de n'être, au mieux, gouverné par personne, ou sinon <de l'être> à tour de rôle. Et cela va dans le sens de liberté fondée sur l'égalité »<sup>52</sup>.

La démocratie est donc, selon Aristote, un principe, la liberté, qui a un but, à savoir sa propre extension (généralisation et banalisation) qui se particularise en libertés multiples. Mais ce principe et ce but ont un fondement : l'égalité. Ainsi, en démocratie, la liberté et l'égalité font système ou forment une constitution qui articule deux grands « signes ». Le premier signe organise quatre caractéristiques principales : en premier lieu, l'alternance politique et son corollaire la limitation des mandats ; en second lieu, l'égalité arithmétique ou numérique, c'est-à-dire le suffrage universel (*une personne, une voix* ou droit de suffrage pour chaque citoyen) et l'égalité des voix (chacune ayant le même poids) ; de celle-ci, vient en troisième lieu, la majorité ou la souveraineté populaire dans laquelle les pauvres ont un poids déterminant, puisqu'ils sont plus nombreux que les « gens aisés ». Le second signe, qui est un marqueur absolu de la démocratie, consiste en une seule caractéristique : la liberté des mœurs (choix des modes de vie) qui a une double implication : d'une part, la liberté

---

<sup>51</sup> J.-M. Hordé, *Op. Cit.*, pages 24 - 25.

<sup>52</sup> Aristote, *Op. Cit.*, pages 417 - 418.

individuelle et politique de ne pas être gouverné (anarchisme, athéisme ou nihilisme), et, d'autre part, l'alternance des membres chargés des magistratures (gestion du pouvoir exécutif), et ce dernier point fait retour à la « liberté fondée sur l'égalité ».

On le voit bien ici, à première vue, le fondement de la liberté est bien l'égalité, si l'on se réfère aux analyses d'Aristote (on est libres, parce qu'égaux). Or, c'est d'un tel rapport qu'est d'abord apparu et s'est finalement imposé un inextricable enchevêtrement entre les notions (juridique et politique) de démocratie (principe, but et fondement) et de république (égalité) ; enchevêtrement qui, par suite, sera à la source de l'erreur qui prend la cause (démocratie) pour l'effet (république) et inversement ou, ce qui revient au même, confond à tort « le principe de base de la démocratie », la liberté, avec le fondement de la liberté, c'est-à-dire l'égalité. C'est donc le lieu où se tient le *qui-pro-quo*, le qui pris pour un quoi. Toutefois, cette égalité-là, typique et fondatrice de la démocratie, et qui consiste en une « part égale » reconnue à chaque citoyen (Eschyle et Aristote), et que nous appellerons ici l'égalité décisionnelle, n'est pas et diffère profondément de l'Égalité qui est au fondement de la République, que les grands penseurs ont appelée *vertu*. Car l'Égalité qui détermine la République, que Montesquieu a consacrée par une formule célèbre<sup>53</sup>, est non seulement le fait institutionnel qui sépare (objective) le bien commun (de la chose privée) pour l'ériger en « chose publique », mais, conséquence nécessaire, est également l'organisation de cette « chose publique » en une forme spécifique de gouvernement.

Ainsi, le principe, le but et le fondement de la démocratie, qui font système ou constitution, ne doivent pas être confondus avec la séparation institutionnelle d'avec la sphère privée et sur laquelle s'érige la République. Bref, l'Égalité qui fait la République, et qui est une *vertu* et non pas un principe, n'est pas l'égalité de la démocratie.

Cet amalgame théorique est au vrai le « sous-sol idéologique » duquel le démocratiser puise toutes les justifications en vue de ses actions. Au fond, ces considérations autorisent à dire que le démocratiser, l'un des conspirateurs avérés, est la figure type du « faux bourdon » dont Platon retrace l'activité dans *La République*<sup>54</sup>. Ce dernier utilise, use et abuse même de l'égalité fausement dite populaire comme argutie, afin de dissimuler ses ruses et atteindre ses visées réelles : raboter toute politique culturelle. En effet, « Les démocratisers constatent qu'il y a de l'inégalité devant la culture. Ils se lamentent de mesurer que nous ne jouissons pas tous d'égaux conditions d'accès. Belle découverte en vérité ! Mais ils ont trouvé la solution. Il suffit de remplir le mot culture de choses si diverses, si hétéroclites que par cette simple extension du sens, la réalité inégale se changerait en champs ouverts à tous, occupés par tous. On connaît la déesse ici convoquée, c'est la divine diversité, celle que chante les doucereuses mélodies de l'équivalence »<sup>55</sup>. Ainsi, au plan culturel, littéraire ou théâtral, pour peu notre démocratiser finirait par faire de Thersite<sup>56</sup> le personnage principal de *L'Iliade*. Au reste, Aristote avait déjà mis au jour la figure du démocratiser, en ces termes : « Car les

---

<sup>53</sup> Montesquieu : « Lorsque la vertu cesse, la République est une dépouille », *De l'Esprit des lois*.

<sup>54</sup> Platon, *La République*, Livre VII, Flammarion, Paris.

<sup>55</sup> J.-M. Hordé, *Op. Cit.*, pages 27 - 28. Autre précision : « Toute difficulté d'accès lui est donc reprochée au nom de l'unification de tous devant tout. Il faut insister sur ce point central. Le démocratiser dénonce l'échec de la politique culturelle des cinquante dernières années (il fait rarement dans le détail) et propose des solutions bien sûr : on l'a vu ici, c'est baisser le niveau, cesser d'intimider. Il sert le prince hostile à la critique et irrité par la contradiction, en proclamant un échec des progrès égalitaires. Défendre la « grande » culture serait à ses yeux défendre l'inégalité, donc se satisfaire d'une situation peu démocratique. En revanche, la culture atomisée de chacun ou la culture populaire pour tous conviendra très bien à ceux qui jugent inutile la lecture de La Princesse de Clèves ! L'égalité est donc possible, il suffit de ne pas mettre la barre trop haut », p. 38.

<sup>56</sup> Platon, *La République*, introduction, traduction et notes par Robert Baccou, Livre VIII / 551c – 552b, Garnier Flammarion, Paris, 1966, pages 309 - 310. Robert Baccou rend autrement le texte : « Veux-tu donc que nous disions d'un tel homme que, comme le frelon naît dans une cellule pour être le fléau de la ruche, il naît, frelon lui aussi, dans une famille pour être le fléau de la cité ? ».

partisans de la démocratie disent que le juste est ce qui semble tel à la majorité »<sup>57</sup>. Le démocratiser n'éduque pas la majorité du peuple mais, dans toutes politiques publiques, tend à le rendre médiocre. C'est l'une des conditions de sa survie

Dans cet ordre de protestation, s'élèvera un autre cri littéraire d'indignation et d'effarement : *Comment sommes-nous devenus si cons ?*<sup>58</sup>, qui s'insurge contre l'inculture et la crédulité ambiantes présentées comme le symptôme d'une crise ouverte de la culture française.

Ensuite, et il y a peu, vint à publication *L'oligarchie des incapables*<sup>59</sup> qui, de toute évidence, boucle un cycle critique et, dans le même temps, confirme la sombre prédiction de pseudo-Mitterrand. Car, sans aller plus avant, les deux auteurs précisent que c'est au terme d'un vieux et long combat que les *Incapables* ont fini par contrôler l'appareil d'État et les instances de décision de la société civile. Et, en une formule laconique et cinglante, ils voient une filiation historique directe entre les *Incapables* du passé et les *oligarques* actuels : « Les incapables de l'Ancien régime, écrivent-ils, sont les oligarques d'aujourd'hui »<sup>60</sup>. Il eût seulement suffi à ces auteurs de dire qu'entre les *oligarques* et ces *Incapables*, la France eût les *imbéciles* dont pseudo-Mitterrand a si bien dressé le portrait. Alors le panorama de l'abîmation de la France eût été quasi-complet : incapables - imbéciles - oligarques - médiocres.

Enfin, récemment, un livre rajoute au mauvais goût en se donnant un titre on ne peut plus exubérant et démonstratif : *Et si on arrêtait les conneries ?*<sup>61</sup>.

De l'ensemble des considérations titrologiques précédentes, retenons trois points. Le premier renvoie à la menace ancienne de « médiocrétisation » qui traverse l'histoire de France en son cours le plus intérieur. C'est un péril permanent. Sous cet angle, comment ne pas songer ici à Bossuet qui, à la fin du XVII<sup>ème</sup> siècle, s'écriait avec componction : *Mediocritas*. Cette médiocrité française lui paraissait être et constituer un mortel danger pour l'époque, l'État (Royaume) et la société. Le deuxième point concerne l'impact de la médiocrité sur trois segments de la société : a) la vie politique (dégradation des institutions publiques et baisse du niveau intellectuel de la classe politique) dont l'affaîssement est relatée par les ouvrages de pseudo-Mitterrand, Christine Deviers-Joncour, Christophe Dubois, Daniel Cohn-Bendit et Sophie Coignard ; b) l'école (dépréciation et dévalorisation), avec le livre de Jean-Paul Brighelli ; et c) la culture (abaissement) avec les publications de Jean-Marie Hordé et d'Alain Bentolila. Vie politique, école et culture, c'est donc la quasi-totalité de la « superstructure idéologique » française qui s'est affaîssée sous les coups de butoir de la médiocrité.

En tous les cas, l'appréhension de Bossuet durant le XVII<sup>e</sup> siècle et l'inquiétude de Sainte-Beuve face au XVI<sup>e</sup> siècle, antérieures à celle de pseudo-Mitterrand, se sont confirmées dès le dernier quart du XX<sup>e</sup> siècle. Les médiocres sont partout au pouvoir. Aussi, l'esprit français, jadis rutilant, s'est-il assoupi. Le mensonge fait paysage. Au total, notre époque se distingue comme celle de la consécration de la médiocrité. Et, au fond, qu'est-ce que donc l'« abîmation » dont il s'agit, sinon la perte du « bon goût » comme résultat du triomphe des médiocres ?

Mais, faut-il le souligner, la médiocrité et le génie ne sont pas seulement aux antipodes. Ce sont des antinomies qui ont un rapport antagonique. Ainsi, de l'esprit français, l'un est l'avèrs, l'autre

---

<sup>57</sup> Aristote, *Les Politiques*, p. 421.

<sup>58</sup> Alain Bentolila, *Comment sommes-nous devenus si cons ?*, First Édition, Paris, 2014.

<sup>59</sup> Sophie Coignard et Romain Gubert, *L'oligarchie des incapables*, Albin Michel, Paris, 2012.

<sup>60</sup> S. Coignard et R. Gubert, *Conclusion, Nous sommes en 1788*, in *Op. Cit.* p. 343.

<sup>61</sup> Daniel Cohn-Bendit et Hervé Algalarrondo, *Et si on arrêtait les conneries, pour une révolution politique*, Fayard, Paris, 2016.

l'obvers. La médiocrité et le génie sont donc en proportion inverses. Et, de nos jours, c'est la médiocrité qui bride et tient enchaîné le génie.

Le troisième point à retenir des observations titrologiques tient au fait que chez ceux-là mêmes qui dénoncent la médiocrité, on assiste à un affaissement du langage qui participe de cette médiocrité.

### ***L'affaissement du langage ou l'État en péril***

En effet, comment ne pas être frappé par les mots qui qualifient cette apothéose de l'insolence ? Car en prêtant l'oreille aux titres des sept ouvrages mentionnés plus haut, on est interloqué et interdit par l'emploi de « gros mots »<sup>62</sup>, autrement dit des vocables classés comme vulgaires, grèges ou grossiers : « imbéciles », « putain », « crétins », « conneries », qui sont autant de qualificatifs bruts, mais choisis par des auteurs reconnus. Ainsi, projettent-ils de réfléchir aux thèmes les plus dignes, en ne les traitant qu'à partir de la vulgarité. De prime abord, de toutes ces grossièretés, seul le mot « incapable » semble échapper à ce registre. Toutefois, il retentit tout autrement s'il est compris selon son étymologie indo-européenne, « kap »<sup>63</sup>, duquel découle à la fois « capable » et « in-capable », et qui signifie « tête » et par la suite « chef ». Par conséquent, un incapable est celui qui, par manque d'aptitudes, ne peut être « chef », ce qui revient à dire qui ne peut pas être la « tête » ou qu'il n'en a pas. Ce n'est rien de moins que le castré. Le Portugais garde cette signification. En ce sens, cette étymologie rejoint le sens premier du mot « imbécile », *imbecillus*, qui désigne le « faible », le « débile », l'impotent. En d'autres termes, « incapable », qui n'ayant pas de « tête » ne peut être « chef », revêt une triple dimension offensante, crue et sexuelle.

Somme toute, et comme le rappelle Gilles Guilleron, « le gros mot est un mot cru, incorrect, indélicat, obscène, scatologique, qui offense la pudeur, la morale, les codes de politesse ». Et l'usage impudique de ce type de mots vulgaires dans l'élaboration des titres d'ouvrages qui ont pour objet la crise de l'enseignement scolaire, la culture et le déclin du politique<sup>64</sup>, cet usage-là disons-nous, n'est pas seulement révélateur d'un affaissement brutal du niveau de savoir-vivre des élites françaises, elle est aussi et surtout la mise en exergue d'une autre double crise, celle du langage (littéraire) et du savoir (scientifique) qui, depuis l'Antiquité grecque, s'étaient établies sur les convenances. Observez donc la délicatesse de Socrate, qui accompagne son savoir, y compris au moment de son procès et même de sa condamnation à mort<sup>65</sup>.

Hegel a rappelé combien, comment et pourquoi les fameux « dialogues » de Platon reposaient sur le socle solide de la politesse et de l'urbanité qui, précisait-il, ne sont pas identiques : « C'est dans le ton de cette urbanité pleine de noblesse (attique) propre à des hommes cultivés, que nous est dépeinte la conduite des personnages au cours des entretiens [de Platon]. **Ils sont une leçon de délicatesse dans les manières. On y reconnaît l'homme du monde, qui a du savoir-vivre ; le terme de politesse ne correspond pas tout à fait à celui d'urbanité. La politesse contient quelque chose de plus, un superflu, des témoignages de respect, de préférence, d'obligations, que l'on exprime.** L'urbanité est la véritable politesse ; elle est à la base de la politesse. Mais l'urbanité se contente de reconnaître à autrui une parfaite liberté personnelle quant à sa manière de penser et

---

<sup>62</sup> Gilles Guilleron, *Dictionnaire des gros mots : 5 injures clés pour se faire plaisir en insultant son voisin*, www.atlantico.fr, 13 mai 2013.

<sup>63</sup> Louis-Jean Calvet, *Histoires de mots, Étymologies européennes*, Payot, Paris, 1993, p. p. 114 – 115.

<sup>64</sup> Le titre d'un ouvrage qui, lors de sa parution, connu un succès de librairie, *Sexus politicus*, en pointant l'amalgame entre les deux genres, sexe et politique, est un exemple de l'abimation de la *Politeia* aristotélicienne.

<sup>65</sup> Platon, *Apologie de Socrate* suivie du *Criton*, 3<sup>ème</sup> édition corrigée, GF Flammarion, Paris, 2005.



**à ses opinions**, - d'accorder à chacun de ceux avec qui l'on parle le droit de s'exprimer ; elle exprime cette attitude dans les propos qu'elle tient pour s'opposer à autrui, pour le contredire – elle consiste à considérer ses propres paroles comme subjectives vis-à-vis des propos d'autrui ; comme il s'agit d'un entretien, ce sont des personnes en tant que personnes qui entrent en scène, ce n'est pas l'entendement ou la raison objective s'entretenant avec elle-même. Il y a beaucoup de choses que nous mettons au compte de la simple ironie. Quelle que soit l'énergie avec laquelle on s'exprime, on ne cesse pas de reconnaître en autrui une personne raisonnable et pensante. On ne doit rien affirmer sur le ton de l'oracle pour fermer la bouche à autrui. **Cette urbanité n'est pas faite de ménagements, c'est la franchise la plus grande ; c'est elle qui donne aux dialogues de Platon leur grâce** »<sup>66</sup>.

L'expansion de la connaissance et la force de la vérité vont partout et toujours de pair avec la politesse et les urbanités. La vulgarité étouffe le savoir et les grossièretés affaiblissent les institutions. Aristote nous en avertit : « le législateur doit, plus que toute autre chose, bannir totalement de la cité la grossièreté de langage (car parler sans retenue de choses grossières c'est être bien près de les accomplir), mais surtout la bannir chez les jeunes gens... »<sup>67</sup>. Or, c'est ce qui advient de nos jours, avec les médiocres, qu'ils soient hommes de lettres ou hommes politiques, n'est-ce pas à cela même qu'ils incitent ?

Qui donc n'aura pas noté les comportements souvent inadaptés voire déplacés des présidents Nicolas Sarkozy et François Hollande, dans le privé ou en public ? Et que de constructions fautives<sup>68</sup>, quand ils s'expriment en ne lisant pas un texte rédigé à l'avance ! Leur niveau de langage est faible. En vérité, ni l'un ni l'autre ne sont « une leçon de délicatesse dans les manières », comme pouvaient l'être Charles de Gaulle par son charisme, Georges Pompidou par sa culture classique, François Mitterrand par son intellectualisme et son goût pour le savoir-vivre, Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac dans une moindre mesure ; et chacun avec un style propre. Au reste, n'est-il pas significatif que, contrairement à tous leurs prédécesseurs, les deux présidents Nicolas Sarkozy et François Hollande soient toujours amenés à clarifier et réexpliquer leurs paroles, mais sans que jamais cela n'ajoute une once à leur intelligibilité. En observant leurs faits et gestes ainsi que leurs paroles, on ne « reconnaît [pas] l'homme du monde, qui a du savoir-vivre ». C'est cela leur déficit sociétal de sociabilité.

Au fond, cette problématique renvoie à la fonction et au rôle des intellectuels au sein de l'État. Dans sa *Science de l'État en abrégé*, Hegel note que les intellectuels et les hauts fonctionnaires forment « la classe universelle »<sup>69</sup>, celle-là même qui doit penser et rendre pratique le « souverain bien » ou la volonté générale. Ainsi, lorsque cette « classe universelle » est mal composée, pas écoutée, défailante ou même absente des grandes administrations ou au sein des cabinets, autrement dit lorsque qu'elle est remplacée par les médiocres, c'est l'État lui-même qui est directement mis en péril, parce que la volonté (l'Exécutif) ne peut plus être intelligente.

---

<sup>66</sup> Hegel, *Platon*, in *Leçons sur l'histoire de la philosophie*, t. 3, *La philosophie grecque*, Vrin, Paris, 1972, pages 401 - 402.

<sup>67</sup> Aristote, *Les Politiques*, p. 512.

<sup>68</sup> S. Coignard et R. Gubert citent une lettre de François Hollande avec ce type de fautes, *Op. Cit.*

<sup>69</sup> Hegel, *Principes de la philosophie du droit ou Science de l'État en abrégé*, Vrin, Paris, 1975.